



Action n°21

Ingénierie, études et animation en faveur de la ressource en eau

Dernière approbation	11/10/2024	Correspondance PO 14-20	Néant
----------------------	------------	-------------------------	-------

QUOI ? Contexte et objectifs

La directive européenne cadre sur l'eau (DCE) de 2000, constituant à l'échelle européenne un cadre en matière de gestion de l'eau, a pour objectifs de préserver et de restaurer la qualité de l'eau et des milieux aquatiques. Pour cela, elle fixe des objectifs d'atteinte du bon état des eaux superficielles et souterraines à différentes échelles. Elle se décline à l'échelle interrégionale dans les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) sur les bassins de Loire-Bretagne et de Seine-Normandie.

Pour atteindre ces objectifs, il faut diminuer considérablement les pollutions diffuses et généraliser les opérations de renaturation des rivières : reconstitution des méandres et du lit des cours d'eau, effacement des obstacles à la circulation des poissons et au transport des sédiments, restauration de zones inondables naturelles...

Toutes ces opérations contribuent également à la réalisation de la trame verte et bleue régionale, qui en restaurant les continuités écologiques, lutte contre l'érosion de la biodiversité régionale.

La restauration des milieux aquatiques et humides contribue également à l'atténuation des changements climatique par la protection contre les aléas naturels (amortissement des crues, réserve d'eau en cas de sécheresse) mais aussi par le stockage de carbone.

QUOI ? Description des interventions soutenues dans le Programme

Soutien à l'ingénierie, aux études et aux actions d'animation :

Afin de favoriser l'animation des territoires et l'amélioration de la connaissance de la ressource en eau, en vue de sa préservation, de sa gestion et de la restauration des continuités écologiques des milieux naturels aquatiques, y compris la sensibilisation des publics, les actions soutenues concernent :

1- L'ingénierie publique des collectivités :

1.1 Postes de techniciens de rivière, de chargés de mission rivière, d'animateurs de contrat territorial et de SAGE, intervenant sur les volets techniques, administratif et financier, **et à l'échelle des bassins versants du Centre-Val de Loire**

1.2 Postes permettant une animation, d'ampleur régionale, en faveur de la ressource en eau,

2- Les études :

Sur la ressource en eau (sur les aspects de quantité et de qualité),

3- Les actions de mobilisation au niveau régional :

Auprès des élus locaux, des propriétaires, des riverains, des citoyens, réunions d'information, animations de sensibilisation, campagnes de communication

4- L'animation du réseau régional des techniciens de rivière :

Site web et centre de ressource, journées de sensibilisation, visites de terrain...

QUI ? Bénéficiaires potentiels

- Collectivités territoriales, leurs groupements et leurs délégataires,

- Etablissements publics (notamment ceux ayant la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI)),
- Associations,
- Fédérations,

OÙ ? Territoires cibles

Région Centre-Val de Loire.

QUELLES CONDITIONS ? Critères de sélection des projets

L'éligibilité des opérations est conditionnée au respect des lignes de partage avec les crédits du plan national de relance et de résilience (PNRR) afin d'éviter tout risque de double financement

- Ingénierie publique :
 - o **1.1** : engagement d'un contrat territorial (c'est-à-dire le territoire d'action est en période de pré-sélection par l'agence de l'eau, ou le contrat est approuvé par la Région ou dans sa phase de bilan-évaluation), ou que le SAGE soit dans l'une de ces phases : émergence, instruction, élaboration, mise en œuvre ou révision
 - o **1.2** : concerne tout le territoire régional et/ou avec des enjeux d'ampleur régionale
- Etudes : elles doivent répondre aux enjeux et/ou objectifs du SDAGE ou du SAGE ; en lien avec des actions identifiées dans le cadre de la mise en œuvre ou de l'élaboration de contrats de rivière ou de SAGE et adéquation des objectifs de l'étude avec les besoins du territoire (décideurs, gestionnaires et autres utilisateurs des résultats de l'étude)
- Actions de mobilisation : doivent concerner tout le territoire régional
- Animation du réseau régional des techniciens de rivière : doit concerner tout le territoire régional

QUELLES CONDITIONS ? Modalités de dépôt

Guichet (au fil de l'eau) et ou Appel à projets.

QUELLES CONDITIONS ? Conditions favorisantes

2.5. Planification actualisée des investissements nécessaires dans les secteurs de l'eau et des eaux résiduaires

QUELLES CONDITIONS ? Principes horizontaux

Les opérations financées doivent être en cohérence avec les principes horizontaux suivants : égalité des chances, non-discrimination, égalité entre les hommes et les femmes, développement durable, accessibilité aux personnes en situation de handicap et Charte des droits fondamentaux de l'UE.

QUELLES CONDITIONS ? Respect des règles européennes

Régimes d'aides d'état notamment mobilisables :

- Règlement (UE) n° 2021/1237 de la Commission du 23 juillet 2021 modifiant le Règlement (UE) n° 651/2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité (Régime général d'exemption par catégorie (RGEC)) ;
- Règlement (UE) n° 1407/2013 de la commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

- Règlement UE n° 360/2012 de la commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité de fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordés à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général ;
- Communication de la Commission relative à la notion d'« aide d'État » visée à l'article 107, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, C/2016/2946, OJ C 262, 19.7.2016, p. 1–50 .

Eligibilité des dépenses :

- Règlement (UE, Euratom) n°2018/1046 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, dit Omnibus ;
- Décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement (FEDER, FSE +, FEADER, FEAMP) pour la période 2021-2027 ;









Commande publique :

- Code de la Commande Publique ;
- Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 relative aux marchés publics ;
- Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif aux marchés publics.

MODALITÉS DE FINANCEMENT ? Dépenses éligibles

- Dépenses de personnels dédiés à l'opération,
- Dépenses de prestations externes,
- Coûts indirects (non pris en compte en dépenses directes) mise en œuvre via des options de coûts simplifiés,
- Dépenses de communication de l'opération.

MODALITÉS DE FINANCEMENT ? Options de coûts simplifiés

	Mobilisable sur l'action
Taux forfaitaires : obligatoire lorsque le coût total du projet est inférieur à 200 000 €	
Taux de 40% : forfaitise les coûts hors frais directs de personnel dans la limite de 40% des coûts directs de personnel	
Taux de 15% : forfaitise les coûts indirects dans la limite de 15% des coûts directs de personnel	
Taux de 20% : forfaitise les coûts de personnel directs dans la limite de 20% des coûts directs hors frais de personnel directs	
Taux de 7% : forfaitise les coûts indirects dans la limite de 7% des coûts directs	
Taux forfaitaire(s) applicable(s) dans d'autres politiques de l'UE pour des opérations similaires	
Montants forfaitaires	
Barème standard de coût unitaire	

MODALITÉS DE FINANCEMENT ? Taux d'aide applicables et seuils d'intervention FEDER

Taux maximum indicatif FEDER du coût total éligible (sous réserve de la réglementation en matière d'aide d'Etat) Pour les interventions 1.1, 2, 3 et 4	20%	Régimes d'aides applicables : <ul style="list-style-type: none"> - Toute base juridique pertinente, notamment en recherche, développement et innovation (RDI). - Régime Général d'Exemption par Catégorie (RGEC) n°651/2014 du 17 juin 2014. - Règlement (UE) n° 360/2012 du 25 avril 2012 relatif aux aides de minimis SIEG (Services d'Intérêt Économique Général). - Règlement (UE) n°1407/2013 du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis.
Taux maximum indicatif FEDER du coût total éligible (sous réserve de la réglementation en matière d'aide d'Etat) Pour l'intervention 1.2	60%	
Montant de l'aide FEDER (minimum/maximum)		Minimum : 25 000 € par projet

MODALITÉS DE FINANCEMENT ? Autres cofinanceurs mobilisables (liste non exhaustive)







- Etat,
- Conseil Régional Centre-Val de Loire,
- Autres collectivités territoriales,
- Agences de l'eau,
- Conseils départementaux,
- Associations.

PERFORMANCE Indicateurs de réalisation et de résultat

Type	Numéro	Intitulé	Valeur 2024	Valeur 2029	Pièces justificatives
Réalisation	SO04	Nombre de postes cofinancés par le FEDER dans le cadre des actions soutenues	261	696	Rapport technique établi par le chef de projet ou un expert à l'issue du projet
Résultat	SR04	Nombre de contrats territoriaux signés ou élaborés		56	Document précisant le stade d'avancement du contrat : période de pré-sélection, contrat signé ou contrat en phase de bilan-évaluation

PERFORMANCE Cibles financières à atteindre sur l'action

PERFORMANCE Instruments financiers applicables

	Mobilisable sur l'action
1 – Subvention non remboursable	
2 – Subvention remboursable	
3 – Soutien par le biais d'instruments financiers : capital risque et de fonds propres ou équivalent	
4 – Soutien par le biais d'instruments financiers : prêt ou équivalent	
5 – Soutien par le biais d'instruments financiers : garantie ou équivalent	
6 – Soutien par le biais d'instruments financiers : bonifications d'intérêt, contributions aux primes de garantie, soutien technique ou équivalent	

ADMINISTRATION Partie réservée à l'administration

Service instructeur : service PO FEDER-FSE – Direction Europe et International – Conseil régional Centre-Val de Loire

Services et organismes consultés pour avis :

- Direction de l'environnement et de la Transition Energétique (DETE) – Conseil régional Centre-Val de Loire
- ADEME Régional de la biodiversité,

Organismes à consulter pour information : sans objet

ADMINISTRATION Catégories d'intervention

Domaine d'intervention	064 Gestion de l'eau et conservation des ressources en eau (y compris la gestion des bassins hydrographiques, les mesures spécifiques d'adaptation au changement climatique, la réutilisation, la réduction des fuites)
Forme de financement	01 Subvention
Mécanisme d'application territorial et approche territoriale	33 Autres approches - Pas de ciblage géographique
Egalité entre les hommes et les femmes	03 Neutralité du point de vue de l'égalité entre les hommes et les femmes

CONTACT Service(s) en charge de l'instruction des dossiers

Contact : Conseil régional Centre-Val de Loire, Direction Europe et International, Service Programmation des Fonds européens FEDER FSE+

 : ext-europe@centrevaldeloire.fr